

Source : <https://www.iew.be/rapport-giec-1-5oc-notre-vie-va-changer>

Téléchargement 08 10 2018

Rapport GIEC 1,5°C : Notre vie va changer
[La fédération](#) • 8 octobre 2018



Le rapport du GIEC montre que nous devons tout faire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Face à cette urgence, Charles Michel et les ministres-présidents Bourgeois, Vervoort et Borsus doivent sérieusement rehausser nos objectifs et orienter notre société vers une transition durable.

Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)- publié aujourd'hui offre l'évaluation scientifique la plus complète et la plus fiable des impacts d'un réchauffement climatique de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels et des mesures nécessaires pour rester en dessous de ce seuil. (1)

“Ce rapport démontre de manière implacable que rester en dessous de 1,5°C est possible et est une nécessité impérieuse pour un développement prospère et harmonieux des sociétés humaines”, déclarent d’une seule voix les ONG environnementales belges. “Pour y parvenir, nos modes de vie doivent changer en profondeur.”

Atteindre la neutralité carbone dès 2040

Selon le rapport du GIEC, pour rester sous 1,5°C de réchauffement, les émissions nettes de CO₂ doivent être nulles au niveau mondial à l'horizon 2050. Pour les pays développés, cela implique d'atteindre une neutralité carbone aux alentours de 2040. Les ambitions pour 2030 de la Belgique (-35% CO₂) et de l'Europe (-40% CO₂) doivent donc être sérieusement revues à la hausse.

“Des mesures politiques immédiates sont nécessaires pour engager cette transformation sociétale”, soulignent encore IEW, BBL, WWF et Greenpeace. “Les Plans régionaux et National Energie-Climat 2030 actuellement sur la table ne sont clairement pas à la hauteur de l'enjeu et doivent d'urgence être renforcés en termes d'ambition et de mesures.”

Des transformations systémiques dans tous les secteurs

Selon le GIEC, des transformations systémiques doivent avoir lieu dans la prochaine décennie et toucher tous les secteurs : énergie, mobilité, aménagement du territoire, agriculture et alimentation, industrie...

Ceci signifie notamment aller vers une énergie 100% renouvelable, le développement d'une alimentation saine et moins carnée, la fin du système fiscal favorisant les voitures de société et du

développement des aéroports, une meilleure protection de la nature.

En tant que chefs de gouvernements, Charles Michel et les ministres-présidents Bourgeois, Vervoort et Borsus portent personnellement la responsabilité la plus directe pour orienter notre société sur la voie d'une transition durable.

“L'urgence climatique ne doit plus être seulement la priorité des discours de Charles Michel, à l'ONU ou au Parlement, mais bien celle de chacun des actes de son gouvernement. Se libérer des énergies fossiles offre aussi des opportunités économiques ”, rappellent les associations environnementales. *“Et, au-delà la croissance économique, la solution passera par donner une priorité accrue à d'autres objectifs sociétaux en vue de construire un monde plus juste, équitable et résilient”*, concluent-elles.

Contacts :

Juliette Boulet, Greenpeace, 0474/76 34 97

Julie Vandenberghe, WWF, 0475/80 80 06

Laurien Spruyt, Bond Beter Leefmilieu, 0496/92 50 07

Noé Lecocq, Inter Environnement Wallonie, 0495/67 19 20

Notes :

(1) Chaque centième additionnel de température amplifie les impacts et les risques de franchir des seuils de basculement. Le rapport montre qu'un monde à +1,5°C sera très différent du monde que nous connaissons aujourd'hui et qui est caractérisé par un réchauffement de +1°C. Il montre également que la différence entre un réchauffement de 1,5°C et de 2°C est considérable en termes d'impacts. Par rapport à un réchauffement de 2°C, rester sous 1,5°C réduit fortement les risques de sécheresses, vagues de chaleur, inondations et autres événements météorologiques extrêmes, ainsi que les impacts sur la biodiversité comme l'extinction d'espèces en milieux terrestre et maritime. Au niveau des sociétés humaines, les risques pour la santé, la sécurité, l'approvisionnement en nourriture et en eau, ou les infrastructures, notamment, seront nettement plus marqués avec un réchauffement de 2°C, ce qui réduit aussi les capacités d'adaptation humaine. Or avec les politiques actuelles, nous nous dirigeons vers un réchauffement moyen supérieur à 3,5°C.